

POSTFACE RÉVOLUTION OU RÉFORME ?

DANS toute révolution, l'essentiel se joue dans les premiers jours, car *très vite*, si l'effort n'est pas fourni à son maximum et la décision prise immédiatement de *s'emparer de tout*, les anciennes identités et les vieilles déterminations reprennent le dessus. La *restauration* peut bien prendre alors le nom de « révolution » et se gargariser de formules radicales et incendiaires, elle n'en est pas moins déjà à l'œuvre l'arme aux pieds.

Nombreux sont les hommes qui sont disposés à changer radicalement d'existence, pourvu qu'ils soient assurés que tous s'y associent, librement : c'est déjà sur ce point que l'on peut éprouver, même à distance dans le temps et dans l'espace, la profonde radicalité de l'expérience *socialisatrice* de la révolution espagnole en 1936. Les collectivités mises en place en Aragon et en Catalogne se placèrent d'emblée aux antipodes de ce qu'avait été l'expérience autoritaire en Union soviétique. Pourtant, si on les considérait sommairement, ces deux types de collectivités pouvaient sembler s'apparenter, et cet effet de miroir en a abusé plus d'un, à commencer par de nombreux anarchistes, qui n'ont pu, au fil de la bureaucratisation croissante de la « révolution », résister à une bolchevisation rampante de leur esprit. Antoine Gimenez en témoigne plus d'une fois, ingénument, quand il rapporte ses conversations avec un commissaire politique communiste, Cathala, qui le met parfois en difficulté en lui faisant croire qu'ils convoquent tous deux le même objet, quand ils parlent des collectivités.

Il ne faudrait pas pour autant voir dans cet aspect de l'expérience collectivisatrice en Espagne plus qu'une ébauche de sortie du capitalisme :

Depuis l'AIT, à l'étatisation social-démocrate, l'anarchisme oppose l'appropriation collective des moyens de production. Les deux visions partent pourtant de la même exigence : celle d'un collectif chargé de la gestion – mais pour gérer quoi ? Certes, ce que la social-démocratie a opéré d'en haut, bureaucratiquement, les prolétaires espagnols l'ont pratiqué à la base, en armes, chacun étant responsable devant tous, enlevant ainsi la terre ou l'usine à une minorité organisatrice et profiteuse du travail des autres, pour les confier à la réunion consciente des travailleurs. [...] Cependant, qu'une collectivité, et non l'État ou une bureaucratie, prenne en main la production de sa vie matérielle n'en supprime pas de ce seul fait le caractère capitaliste. (Dauvé, 1998.)*

Et on pouvait lire plus haut :

La guerre d'Espagne prouve à la fois la vigueur révolutionnaire des liens et formes communautaires pénétrés mais non encore reproduits directement par le capital, et leur impuissance à assurer à eux seuls une révolution. En l'absence d'un assaut contre l'État et de l'instauration de rapports différents à l'échelle de tout le pays, ils se vouaient à une autogestion parcellaire conservant le contenu et même les formes du capitalisme, notamment l'argent et la division entre entreprises. (*ibidem*)

Loin de nous bercer par ailleurs d'un quelconque rousseauisme naturaliste, nous pouvons déceler chez les hommes d'immenses aptitudes à la générosité, à la bienveillance et à la grandeur d'âme : quel plus grand plaisir peut-on éprouver en effet que celui de s'abandonner dans *l'autre* ? Cette expérience, à laquelle nous n'accédons en temps ordinaire que dans l'amour, a

* Nous précisons que ce n'est pas parce que nous citons Gilles Dauvé dans notre postface que le lecteur doit en inférer que nous le suivons en tout.

Si les propos en question concernant les raisons de l'échec de la révolution en Espagne nous ont paru suffisamment éclairants pour que nous les reprenions, il n'en est pas nécessairement de même d'autres de ses écrits.

En particulier, nous nous inscrivons en faux contre certaines de ses affirmations contenues dans ses textes publiés en 1979 dans *La Guerre sociale* et les années suivantes dans d'autres revues d'« ultra gauche » telles que *La Banquise*, portant sur les camps de concentration nazis et la destruction des juifs européens.

été à maintes reprises vécue, et le sera encore, n'en déplaie aux nombreux Finkelkraut qui s'évertuent aujourd'hui à assimiler, pour la fin des temps, désir de révolution et terreur bolchevique, ou, dans une déclinaison récente, désir d'échapper au suicide programmé dans les lieux modernes de relégation et pogrom.

Nous devons constater, malheureusement, que cette réécriture de l'histoire a le vent en poupe, en premier lieu en Espagne : une foule d'historiens professionnels, ultra-documentés et hyper-édités, s'emploie actuellement à revisiter la période de la seconde République et de la guerre civile espagnole (cf. dans l'annexe II des extraits du texte de Gutiérrez Molina sur le sujet). Pour ceux qui ont le courage de les lire, ils apprendront quantité de choses intéressantes, mais ils rateront, s'ils en restent là, l'essentiel, car ces gens ne connaissent souvent le mouvement libertaire que de loin, en universitaires. Les Ucelay Da Cal, Santos Juliá et autres Julián Casanova ne peuvent saisir que ce que les froides archives leur livrent, c'est-à-dire des rapports et des relations, la plupart du temps d'origine policière ou judiciaire, dépourvus de la sève qui seule permet de comprendre ce que furent les moments vécus dans l'Espagne libérée, un temps, du plus froid des monstres froids. Ainsi, ce qui fait le dada de ces historiens-chercheurs rémunérés, c'est la prétendue terreur que les miliciens anarchistes auraient fait régner partout où ils passaient, à seule fin d'imposer leurs chimères. À les en croire, les collectivités ne se seraient installées que sous le joug de ces *pistoleros*. Nous avons là affaire à une mise à jour de l'un des mécanismes classiques de la réécriture stalinienne de l'histoire, pour laquelle il n'y eut jamais de révolution espagnole, pour la seule raison que les staliniens n'en voulurent pas.

De nombreux témoignages, et celui de Gimenez n'en constitue qu'un parmi tant d'autres sur ce point, attestent que l'expérience autogestionnaire fut précisément cela, une expérience. Personne ne savait vraiment ce qu'il fallait faire, à part ne plus permettre à un paysan propriétaire d'exploiter plus de terre que ses propres bras ne pouvaient en travailler, par exemple, ou défaire les anciens liens de subordination que garantissaient les caciques, mais c'est précisément l'intérêt de la démarche libertaire que de permettre de distinguer le moment de la destruction des

anciens rapports de celui de l'élaboration concertée des nouveaux. Même si de nombreux militants expérimentés au sein de la CNT et de la FAI avaient des idées précises sur ce que devait être le communisme libertaire, à aucun moment il ne se constitua une direction éclairée de type bolchevique, convaincue de son omniscience, pour organiser d'en haut les collectivités : il n'est qu'à voir l'extrême diversité des procédés mis en œuvre ici et là. Dans tel lieu, on supprimait radicalement l'argent, dans tel autre on le conservait, mais sous la responsabilité d'un comité révolutionnaire élu, dans tel autre encore on établissait des bons pour certains types de denrées, etc. Bref, on cherchait, et si les troupes communistes de Líster n'avaient pas ravagé les collectivités d'Aragon dans l'été 1937, on aurait peut-être trouvé, à commencer par le fait qu'il ne suffit pas de supprimer l'argent comme support concret pour se débarrasser définitivement du type de rapports qu'il exprime et entretient dans la société capitaliste.

Car il est un fait que les anarchistes espagnols, s'ils brillaient par les qualités humaines de courage et d'empathie vis-à-vis de leurs semblables, n'étaient pas toujours très au fait des rapports qui ont cours dans la société du Capital. Sans doute cela est-il dû en partie à ces mêmes qualités humaines, qui leur voilaient des pans entiers de cette réalité.

Il nous semble nécessaire de pointer ici une contradiction importante dans le discours et l'idéologie anarchiste. La critique séparée de l'argent et l'accusation qui lui est faite d'être une source de *mal* mettent à nu un anticapitalisme trop superficiel, qui croit voir dans l'argent – et souvent dans ceux qui le détiennent – l'acteur coupable de pervertir la *bonne* économie créatrice de richesses, basée sur le travail.

Le travail est alors compris comme l'activité générique et an-historique de l'homme dans le « métabolisme avec la nature » (Marx). L'argent, quant à lui, semble se surajouter à celui-ci pour l'exploiter et le dominer, et il semblerait alors suffisant de l'abolir pour atteindre une société plus juste et libérée du joug capitaliste.

Mais le travail n'est pas cette activité de l'homme à travers laquelle il vise à se reproduire, mais celle, spécifique, qu'il consacre à produire des marchandises. Les marchandises ne sont pas des produits quelconques, mais l'incarnation matérielle du

temps nécessaire à leur production, de leur valeur. Leur valeur d'usage ne leur sert que de porteur. Et l'argent, finalement, se trouve être « la reine des marchandises », qui fonctionne comme équivalent de toutes les autres. Ce qui s'échange sur le marché, ce sont donc des unités de temps de travail. Le mouvement de la valeur est cette transformation permanente du capital (argent), en passant par le travail et la marchandise, en plus d'argent. Le capital lui-même, étant déjà du travail mort accumulé, s'augmente par sa valorisation, le passage par le travail vivant. La production capitaliste ne vise jamais rien d'autre que la production la plus grande possible de marchandises, sans se poser la question du besoin qu'en aurait la société. Celui-ci n'entre en ligne de compte qu'au moment de l'écoulement des marchandises, et c'est pour cela, dans la société capitaliste, que c'est la production qui domine les besoins, et non les besoins qui définissent la production.

Historiquement, le mot « travail » désigna d'abord l'activité des esclaves, c'est-à-dire de ceux qui produisent sous la contrainte pour d'autres. De cette définition ouvertement coercitive, il a migré vers l'illusion d'une activité libre où il s'agirait de donner une partie de sa force de travail en échange des moyens de sa survie. Cette liberté est celle de l'absence d'autres liens. Le travail est toujours « n'importe quel travail » : son côté concret, le fait de cuire du pain ou de construire des chars d'assaut, n'est rien d'autre que l'incarnation concrète de son côté abstrait, celui de « dépenser du muscle, du nerf, du cerveau » (Marx) pendant une unité de temps donnée. Cette unité forme la valeur de la marchandise et s'exprime dans l'argent. Car c'est la seule mesure rendant commensurable deux produits complètement différents.

Vouloir abolir l'argent en sauvant l'honneur du travail, ainsi que l'exprime Antoine en bien des endroits de ses souvenirs, est donc un contresens pratiquement impossible à réaliser, et en appelle simplement à des ersatz certainement encore plus coercitifs que l'argent : des bons nominatifs exprimant la valeur du travail donné, des comptabilités rendant compte avec précision du temps consacré à la production, c'est-à-dire tout ce qui fonde une économie de type « soviétique », prétendant réaliser la valeur et la redistribuer plus justement. Ce qui est mis en cause n'est pas la valeur, mais simplement le « vol de la sur-valeur ».

Le travail présuppose déjà l'être humain comme séparé de la communauté et l'effort qu'il fournit comme une contrainte aliénée, en dehors de lui. Il s'agit d'une vision du monde absolument moderne, qui aurait paru absurde aux membres des sociétés pré-modernes, pour lesquels l'appartenance à une communauté (certes pas choisie librement) était primordiale.*

Mais il ne faudrait pas croire que cette faiblesse dans la théorie était spécifique aux anarchistes : il est intéressant de souligner ici la concordance entre eux et les autres tendances du mouvement ouvrier (communistes « de parti » ou « de conseils », sociaux-démocrates, utopistes, etc.), qui tous ensemble, malgré leurs inimitiés respectives, chantaient les louanges du travail et, par là, appartenaient, malgré eux, à la grande famille des modernisateurs, des « progressistes », même s'il ne faut pas faire preuve de cécité à l'égard de ces moments *en marge* et souvent spontanés qui dépassaient l'idéologie, et sont précisément pour cette raison ceux dont nous cherchons aujourd'hui à retrouver les traces.

Puisque nous faisons porter notre regard sur les marges, on peut tout d'abord se remémorer ce célèbre passage d'une lettre que Michel Bakounine adressa à Sergueï Netchaïev le 2 juin 1870 :

Dans la vie et dans la pensée populaires il est deux facteurs, deux faits sur lesquels nous pouvons nous appuyer : les fréquentes révoltes et la commune économique libre. Mais il y a encore un troisième facteur, un troisième fait : c'est le peuple cosaque ou le monde des brigands et des voleurs de grand chemin, qui est en lui-même une protestation et contre l'oppression de l'État et contre le joug patriarcal et communautaire, et qui s'apparente en somme aux deux premiers. [...]

Si les campagnes ne se révoltent pas plus souvent, c'est uniquement parce que la peur les retient et qu'elles ont conscience de leur impuissance. Ce sentiment est dû à la désunion des communes, à l'absence de solidarité réelle entre elles. Si chaque village russe savait qu'à l'instant où il se soulèvera tous les autres villages en feront de même, on pourrait dire à coup sûr qu'il n'y aurait pas un seul village en Russie à ne pas se soulever. De là découle le premier devoir de l'organisation secrète, sa tâche et

* Pour qui voudrait en savoir plus sur cette articulation centrale de notre propos, nous ne saurions trop recommander la lecture des *Aventures de la marchandise*, d'Anselm Jappe, parues en 2003 aux éditions Denoël.

son but, à savoir : réveiller dans toutes les communautés rurales le sentiment de leur immanquable solidarité, et par là même éveiller dans le peuple russe le sentiment de sa puissance ; en un mot, fondre les multiples révoltes paysannes isolées dans un soulèvement général du peuple.

Je suis profondément convaincu qu'un des principaux moyens pour atteindre ce but peut et doit être fourni par le peuple des cosaques libres, par la multitude de nos vagabonds (les saints et les autres), les pèlerins et les *beguny*, les voleurs et les brigands – par tout ce monde qui se terre, proteste depuis des temps immémoriaux contre l'État et l'étatisme et contre la civilisation knouto-germanique. [...] Le monde des cosaques, des voleurs, des brigands et des vagabonds, a précisément été celui qui a établi un lien entre les révoltes communautaires isolées et les a unifiées ; et du temps de Stenka Razine et de Pougatchev les vagabonds sortis du peuple furent les meilleurs et les plus fidèles artisans de la révolution populaire, les instigateurs des troubles et les précurseurs du soulèvement du peuple entier (qui ne sait que le cas échéant les vagabonds se font volontiers voleurs et brigands ?). [...] Voilà la raison pour laquelle je prends le parti du brigandage populaire et vois en lui un des principaux leviers de la future révolution populaire en Russie. [...]

Utiliser le monde des brigands comme instrument de la révolution populaire, comme moyen pour établir un lien entre les soulèvements de masse isolés, est une tâche difficile [...]. Aller vers les brigands ne signifie pas devenir soi-même un brigand et rien qu'un brigand ; cela ne signifie pas partager leurs passions, leurs misères, leurs mobiles souvent odieux, leurs sentiments et leurs actes ; cela signifie leur donner une âme nouvelle et éveiller en eux [le besoin] d'un but différent, d'un but populaire ; ces hommes farouches et durs jusqu'à la cruauté ont une nature vierge, forte, intacte et en pleine vitalité, et par conséquent accessible à une propagande vivante, si tant est qu'une propagande bien entendu vivante et non doctrinaire ose et puisse les approcher. (*Œuvres complètes*, vol. V., Champ Libre, 1977.)

C'est en premier lieu au sujet de ces vagabonds, voleurs et mendiants que Bakounine fait ici preuve de sagacité, et on a peu considéré leur rôle dans la maturation de la révolution espagnole. Pourtant, des dizaines de milliers de vagabonds, que de nombreuses lois *de vagos y maleantes* (vagabonds et mauvais sujets)

cherchaient en permanence à contrôler et à réprimer, sillonnaient les chemins d'Espagne, à la recherche d'une embauche ou de quelque mauvais coup. Antoine lui-même, peu disert sur le chapitre, faisait partie de ces hommes, un peu travailleur agricole, un peu monte-en-l'air, un véritable chemineau, ainsi qu'il aimait à se définir (voir sa notice biographique). Et parmi les marchandises de contrebande qu'il eut l'occasion d'acheminer à travers la frontière française, il y avait de la propagande anarchiste.

Ces errants ne sont pas sans évoquer les fameux *hobos* de l'Amérique de ces mêmes années trente, qui furent eux aussi des porteurs d'émancipation et de liberté. À l'instar de leurs semblables d'outre-Atlantique, on trouvait chez eux aussi bien d'incroyables qualités d'accueil et de générosité, qui avaient presque complètement disparu dans la vaste société d'employés que le capitalisme moderne était en train d'enraciner en Europe et aux États-Unis, que de « dangerosité sociale », pour parler comme un criminologue (l'ennemi juré du giménologue).

En Espagne, il est intéressant de savoir que les « services de renseignements » de la CNT, en liaison avec les fameux groupes d'action, étaient principalement organisés autour du petit personnel des cafés et des hôtels, où les *camareros* laissaient traîner l'oreille, afin de surprendre les conversations des *señoritos* qui complotaient contre les organisations ouvrières. Les vagabonds et les brigands étaient également en contact étroit avec ces petits employés, et ces deux mondes, au fond, n'en faisaient qu'un. C'est ainsi que nul ne pouvait ignorer, dans ces milieux, ce que les classes dirigeantes pensaient des pauvres et ce qu'elles étaient prêtes à mettre en œuvre contre eux.

Si on n'a pas présente à l'esprit la somme de souffrances que comportait cette vie misérable, avec les éternelles persécutions de la *Guardia civil*, on ne peut comprendre pourquoi des violences âpres et crues se déchaînèrent dès les premiers jours de la révolution à l'encontre des *personas de orden* (les bons sujets du régime précédent), qui avaient toujours défendu, dans la bêtise la plus crasse, un système dans lequel les nécessités de la simple survie pouvaient pousser le moindre gamin à des extrémités. Jean Genet raconte, par exemple, dans son *Journal du voleur*, comment Pépé, jeune Gitan du Barrio Chino, planta son couteau dans le ventre

d'un joueur de cartes, pour une poignée de pesetas. Et Laurie Lee, de son côté, dans son *Beau matin d'été*, nous montre la présence obsédante d'une prostitution pouacre, dans des refuges pouilleux.

Bakounine, dans sa lettre, n'est en rien fasciné par le monde des voyous, puisqu'il reconnaît « leurs mobiles souvent odieux », mais il déclare qu'on peut « éveiller en eux le besoin d'un but différent ». Bien sûr, et bien qu'il s'en défende, il y a encore de l'extériorité et du « propagandisme » dans la démarche de Bakounine, mais elle met le doigt sur ce qu'Antoine lui-même tentera de décrire, lui qui n'était avant la révolution qu'un vague révolté, et deviendra, à travers les rencontres extraordinaires que lui fournira ce fabuleux été 1936, pour le reste de ses jours un partisan de l'émancipation totale vis-à-vis de l'État et du Capital.

Malheureusement, il ne suffit pas d'être animé de bonnes intentions :

L'anarchisme, lui, soit surestime le pouvoir étatique en voyant dans l'autorité l'ennemi principal, soit le sous-estime en croyant que sa destruction puisse s'opérer toute seule. Il ne perçoit pas le rôle effectif de l'État, garant mais non créateur du rapport salarial. Ni moteur ni pièce centrale du capital, l'État est son représentant, son unificateur. Du fait incontestable que les masses étaient en armes, l'anarchisme en déduisit que l'État perdait de sa substance. Or celle-ci ne réside pas dans des formes institutionnelles, mais dans une fonction unificatrice. L'État assure le lien que les êtres humains ne peuvent ou n'osent créer entre eux, et tisse un réseau de services à la fois parasitaires et réels. Lorsqu'il semble faible dans l'Espagne républicaine de l'été 36, il subsiste comme cadre capable de rassembler les morceaux de société capitaliste, il vit encore, il hiberne. Puis il se réveille, se renforce dès que les rapports sociaux ébauchés par la subversion se distendent et se déchirent, il ranime des organes mis en sommeil, et le cas échéant réinvestit ceux que la contestation avait fait surgir. Ce que l'on prenait pour une coquille sans chair s'avère capable non seulement de revivre, mais de vider de leur contenu les formes de pouvoir parallèle auxquelles la révolution a cru mettre le meilleur d'elle-même. (Dauvé, 1998.)

Et on pouvait lire plus haut :

De même, l'intégration de l'anarchisme espagnol à l'État en

1936 ne surprend que si l'on oublie sa nature: la CNT est un syndicat, original certes, mais un syndicat, et il n'existe pas de syndicat antisyndical. La fonction transforme l'organe. Quels que soient ses idéaux originels, tout organisme permanent de défense salariale évolue en médiateur, puis en conciliateur. Même animée par des radicaux, même réprimée, l'institution est vouée à échapper à sa base pour devenir instrument modérateur. [...] Un monde sépare le militant de base du dirigeant assis à la table patronale, mais la CNT en tant qu'appareil diffère peu de l'UGT: l'une et l'autre œuvrent à moderniser et gérer rationnellement l'économie – en clair, socialiser le capitalisme. [...] Dès 1914, Malatesta qualifiait d'« anarchistes de gouvernement » ceux de ses camarades (dont Kropotkine) qui avaient accepté la défense nationale.

La CNT était à la fois institution et instrument d'une subversion sociale. La contradiction fut tranchée aux élections législatives de 1931 quand, renonçant à l'antiparlementarisme, l'anarchisme appela à voter pour les candidats républicains. La CNT devenait « un syndicat aspirant à la conquête du pouvoir », ce qui la « conduisait inévitablement à une dictature sur le prolétariat » (PIC, édition allemande, décembre 1931).

De compromis en recul, la CNT finira par renier l'antiétatisme qui faisait sa raison d'être, y compris après que la République et son allié russe [eurent] montré leur visage en s'acharnant contre les radicaux en mai 37, sans compter tout ce qui suivit, dans les prisons et les caves. Alors, comme le POUM, la CNT désarmera encore mieux les prolétaires en appelant à cesser la lutte contre des polices officielle et stalinienne résolues à aller jusqu'au bout. En mai 37, « la CNT est un des principaux responsables de l'écrasement de l'insurrection, parce qu'elle démoralise le prolétariat au moment où il s'ébranlait contre la réaction démocratique » (*Röte-Korrespondenz*, organe du GIC hollandais, juin 1937). (*ibidem*)

L'avant-dernière citation, celle de PIC, est intéressante, car elle pointe très tôt le caractère politique que suivra plus tard, en 1936, la ligne de la CNT. Mais elle est aussi significative du type de critique développée par les petits groupes d'ultra-gauche de l'époque. À la différence d'un Prudhommeaux, par exemple, qui a très rapidement perçu la tendance de la CNT à évoluer vers l'antifascisme et l'alliance avec les forces de gauche ou républi-

caines, mais n'en a pas moins engagé le combat aux côtés des prolétaires espagnols et internationaux, ces petits groupes n'ont jamais réussi à dépasser une critique persuadée de détenir le dernier mot concernant les événements espagnols. Du haut de cette vérité, qui variait pourtant au gré de l'oracle de tel ou tel théoricien, le processus révolutionnaire à l'œuvre dès la victoire de la République en 1931 fut rabattu sur certains choix ou certaines directives émanant d'un secteur, que l'on peut qualifier de « réaliste », ou mieux de réformiste, de la centrale syndicale. De plus, l'assignation de l'expérience révolutionnaire à un échec prévisible, dans la mesure où cette dynamique n'aurait pas pu, ou pas voulu, s'appropriier le *programme*, fait l'impasse sur l'ampleur de ce qu'est une transformation révolutionnaire, non commandée par décrets, mais surgissant du sol de la société.

Si l'on accorde que la CNT était un syndicat pas comme les autres, on doit admettre que des forces véritablement révolutionnaires trouvèrent à s'exprimer en son sein, malgré les choix parfois frileux de certains de ses dirigeants : nous avons reproduit en annexe II des extraits d'un texte de Gutiérrez Molina qui montre bien cela.

Mais, symétriquement, on doit savoir reconnaître la profonde scission qui se fit jour en son sein, après les premiers mois de la révolution à l'épreuve : après novembre 1936, il y eut bel et bien un éclatement de la CNT, entre tendances réformistes et radicales, qui ira en s'approfondissant jusqu'aux journées de mai 1937 qui en révéleront toute l'étendue, et une bonne partie de l'action de l'*Organisation* visera dès lors à le rendre invisible. Les historiens anarchistes, pour la plupart, la seconderont dans cette tâche au cours des décennies qui suivront.

Ceci étant posé, on disposera peut-être un peu mieux des outils pour comprendre comment cette formidable irruption tragique, dans l'été espagnol de 1936, sut provoquer, passé les premiers jours de vengeance, d'innombrables manifestations de dépassement du *ressentiment*, telle cette fabuleuse rencontre de Justo Bueno et son ancien ennemi Tísner dans la campagne aragonaise. Et gageons que ce type de dépassement sera la marque des révolutions à venir...